

Régionales : l'élection de tous les perdants



Si les régionales ont conforté des individus, à commencer par Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez et Valérie Pécresse, aucun parti ne tire véritablement son épine du pied.

Avec Christophe Bouillaud, Arnaud Benedetti

Atlantico : Au regard des principaux résultats, le premier tour des élections régionales et départementales ne constitue-t-il pas une défaite pour tous, notamment au regard du recul du Rassemblement National, de l'éclatement des lignes politiques chez Les Républicains entre les différents candidats, du faible score de La République en marche et de l'incapacité de la gauche à s'unir ?

Arnaud Benedetti : Une élection se mesure aussi à la lecture qu'elle impose. Et celle-ci, on l'a vu dès les premières minutes faisant suite à la publication des premières estimations à partir de 20h, a permis quand même et non sans raisons aux Républicains et à leurs satellites de capitaliser. Les scores confortables de Laurent Wauquiez, de Xavier Bertrand, de Valérie Pécresse, la bonne résistance de Renaud

Muselier assurent à la droite d'évidents motifs de satisfaction. Ils ont réussi à mobiliser leur électorat, les seniors des classes moyennes et supérieures, dans un océan d'abstentions. Cette victoire, même si elle est relative compte tenu de la très faible participation, montre que la désaffection civique profite d'abord aux offres politiques les mieux implantées et les plus anciennes, car celles-ci disposent de clientèles électorales plus attachées aux rites démocratiques que les clientèles des nouvelles offres (RN , marcheurs) dont le rapport à la politique est moins structuré, plus intermittent, moins fidélisé. Cela s'était vu aux municipales, cela se confirme aux régionales et aux départementales. Dans un moment de désaffiliation civique, la notabilisation est un facteur d'amortissement pour ce que l'on a appelé abusivement le « vieux monde ». Dans une moindre mesure, parce qu'elle était éclatée, la gauche a bénéficié aussi de ce phénomène. Ce premier tour consacre surtout une triple défaite : celle de la majorité présidentielle sans ancrage, humiliée parfois comme dans les Hauts-de-France, et qui ne peut se rassurer désormais à la seule vue de l'hypothétique côte de confiance dont paraît jouir Emmanuel Macron ; celle du RN qui ne peut expliquer son net recul que par la seule abstention car s'il n'arrive pas à mobiliser son potentiel réservoir sociologique dont il n'est pas propriétaire au demeurant doit s'interroger sur sa stratégie et sa faiblesse intrinsèque à donner envie de voter ; celle enfin de la médiasphère et des sondages qui a imposé une lecture en amont de l'élection qui n'a pas pris en compte le lent processus de désaffection politique qui érode depuis plusieurs décennies le fonctionnement institutionnel.

Christophe Bouillaud : On peut effectivement l'interpréter comme cela, comme une défaite générale de tous les partis qui, collectivement, ont été incapables de mobiliser l'électorat. Du coup, n'a été voter que la frange, désormais minoritaire, de l'électorat pour lequel le vote reste un devoir civique, essentiellement les plus de 50 ans, d'où le résultat plutôt favorable aux vieux partis encore bien implantés localement, les Républicains, le PS et leurs alliés respectifs. Cette situation a donné partout, sauf en PACA, une prime de fait à la majorité sortante et à son chef, sans doute la seule personnalité régionale un peu connue par les électeurs de la région considérée.

Cependant, au-delà des partis politiques, il faut ajouter au tableau un coupable : les médias nationaux. Ces derniers ont en effet été totalement incapables de mettre au courant les électeurs du rôle que les régions et les départements jouent dans les politiques publiques effectivement menées. Ils en sont restés à une reprise pour le moins grégaire des thèmes imposés de fait par le duo entre l'Elysée et le Rassemblement national depuis des mois. Il n'y eu aucun début de pédagogie civique de leur part, et tous les médias ont continué à parler du soir au matin de sécurité, alors que ni les régions ni les départements n'ont cette compétence au cœur de leur métier. On aurait pu parler transports, aménagement du territoire, aide sociale, collèges, lycées, etc. On a juste parlé dans les médias nationaux insécurité, insécurité, insécurité.

Il faut noter, en plus, que ces mêmes médias nationaux ont littéralement oublié les élections départementales. Il est vrai qu'à Paris même (et aussi dans la métropole de Lyon), il n'y avait pas de telles élections. Mais cela explique-t-il cet oubli ?

Du coup, pour plupart des électeurs, ces élections régionales et départementales ne faisaient pas sens. A quoi peuvent donc bien servir ces élus ont dû se demander beaucoup de gens.

L'implication d'Emmanuel Macron dans la campagne avait un double objectif, soutenir les candidats LREM et tenter de sauver les résultats de la majorité présidentielle. La présence des ministres sur certaines listes pouvait également provoquer les électeurs du RN, permettant de « capitaliser » sur les victoires du RN et anticiper sur le duel RN – LREM de 2022 et "faire peur" ou influencer les électeurs de droite ou nos voisins en Europe (notamment l'Allemagne via le parallélisme des Länder). Toutes ces stratégies et la communication déployées par Emmanuel Macron et La République en marche n'ont-elles pas été balayées au regard des résultats du premier tour des élections régionales et départementales ? Emmanuel Macron et LREM n'ont-ils pas perdu gros avec ce scrutin ?

Arnaud Benedetti : Le macronisme a accentué depuis presque cinq ans la crise civique. Il en était l'héritier, le bénéficiaire en 2017, il est en passe d'en devenir la victime. La stratégie de dépassement des anciens clivages et le brouillage qu'elle implique touche ici à ses limites. Avec néanmoins une réserve : en vue de la présidentielle, la question de l'incarnation que cette dernière élection exige, n'est pas résolue ni à droite, encore moins à gauche, même si l'on peut penser que la victoire se confirmait dimanche prochain, notamment pour les républicains, celle-ci pourrait enclencher un processus qui modifie la perception de la réalité. C'est aussi cela la fonction des résultats électoraux : dégager d'autres interprétations, même sur fond d'abstention record, qui potentiellement transforme les représentations des électeurs et des commentateurs. C'est néanmoins un dispositif fragile. Il est clair néanmoins que les manœuvres de guérilla électorale à géométrie variable du Président ont échoué. L'idée de l'inéluctabilité des deux blocs (macroniste d'un côté, mariniste de l'autre) que sa stratégie vise à susciter sort fortement affaiblie du scrutin du premier tour, même si le substrat sociologique demeure. On aurait tort d'ailleurs de négliger celui-ci comme l'on a négligé avant ces élections territoriales la résilience des marques politiques historiques. La prudence désormais s'impose car la tectonique socio-politique dans une société aussi anémique que la société française a des effets fortement imprévisibles sur la configuration démocratique. Le Président a beaucoup parié depuis qu'il est au pouvoir sur l'émollescence démocratique, sur ce que l'on appelle à tort la « dépolitisation ». Outre qu'il s'agit d'un jeu cyniquement dangereux, il est désormais confronté aux maux dont il a profité. Ceci dit, il peut se

satisfaire pour le moment que médiatiquement le curseur de l'interprétation post-électorale est plus mis sur le reflux du RN que sur le naufrage local de son offre. Sans doute conçoit-il aussi que son électorat, mondialisé plus que les autres peut-être, accorde moins d'intérêt au local, espace politique traditionnel, qu'à l'élection présidentielle qui apparaît comme le levier matrice du projet d'adaptation aux standard de la globalisation qui constitue l'essence de la vision macroniste. Or ce faisant, il oublie que le maillon local est une garantie de perpétuation politique indispensable. Cette sous-estimation pourrait se payer cash dans dix mois...

Christophe Bouillaud : De fait, ces élections confirment que, pour ce qui est de l'électorat le plus traditionnel dans sa manière de voter, la République en Marche n'existe presque pas. La présence de ministres ou de personnalités connues de LREM ne change pas grand-chose au résultat.

On retombe ainsi sur l'équation évidente de LREM qui n'existe en fait que par la seule personnalité d'Emmanuel Macron et uniquement pour les présidentielles. Nous nous trouvons en effet dans la même configuration qu'en 2020 pour les municipales. LREM n'est aucunement en état de gagner seul, sans être à la remorque d'un autre parti mieux implanté, quoi que ce soit au niveau local.

Du coup, ce vote ne change pas grand-chose à la situation : tout repose donc sur les intentions de vote pour Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle.

Par ailleurs, la contre-performance du RN, alors même que l'espace médiatique était entièrement rempli des thèmes qui normalement portent ce parti, rappelle que ce dernier n'est pas si dominant que cela dans certains secteurs de l'électorat, les plus participationnistes. Il n'y a pas en France que des électeurs xénophobes prêts à en découdre avec le monde entier. Cela va sans doute affaiblir la stratégie d'Emmanuel Macron qui compte uniquement sur l'effet repoussoir du RN pour se faire réélire.

Quel bilan tirer de la très forte abstention et de la prime aux sortants lors de ce premier tour des élections régionales et départementales ? Les Français sont-ils de plus en plus orphelins de la politique ?

Arnaud Benedetti : C'est là le principal enseignement de ce scrutin. Il est massif, spectaculaire et tendanciel. Il vient de très loin. Toutes les élections depuis trente ans, à l'exception de la scansion présidentielle, sont l'objet de ce désengagement électoral. C'est là une rupture historique dans un pays où la passion politique a été fondatrice de la chose publique et de la Nation. Il traduit le déclin du politique. À l'impuissance de ce dernier, le corps électoral répond par l'indifférence, comme si la politique n'était plus qu'un objet périphérique de ce qui importe et fait sens dans l'existence. La victoire des uns se gage sur le désinvestissement citoyen. S'installe une démocratie sans peuple : cela peut satisfaire en effet les visions oligarchiques, dont le macronisme est soupçonné d'être l'un des produits, mais sur la distance c'est une terrible béance qui ouvre la porte à bien des aventures...

Christophe Bouillaud : Le premier bilan à tirer devrait être qu'on ne peut pas mobiliser les électeurs sans une co-construction de l'élection entre les hommes et les femmes politiques qui se présentent à l'élection considérée et les médias qui en rendent compte. Il faut que des enjeux soient clairement définis, et que l'on sache ce que cela change d'aller voter ou non.

Le second bilan, fort classique désormais, c'est que les électeurs sont désormais pour la plupart « intermittents ». Ils ne consentent à faire l'effort d'aller voter que s'ils pensent qu'un enjeu fort existe. Or, pour la plupart des gens, la vie politique du pays se résume à la question de savoir qui occupe la Présidence de la République. Il faut bien dire que tout le récit de la vie politique est organisé dans les médias de masse autour de cet enjeu et que, par ailleurs, toutes les grandes décisions, visibles, en particulier au cours de la pandémie, ont été prises par le seul Président de la République. En somme, les électeurs ont cru comprendre qu'un seul poste comptait. Ils n'ont peut-être pas entièrement tort d'ailleurs.

Ils ne sont donc pas orphelins de la politique, mais ils réduisent leur effort à ce que les médias leur présentent du soir au matin comme le seul enjeu qui compte.

Par ailleurs, en dehors des personnes les plus politisées, l'idée d'aller voter pour investir à moyen terme sur une force politique échappe visiblement désormais à la plupart des électeurs. Le Rassemblement national vient d'être pris au piège de cette logique du moindre effort. A force de leur présenter le scénario d'une présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle comme acquis, pourquoi se dérangeraient-ils pour des élections sans enjeux concrets ?

Plus profondément, cette vague d'abstention, surtout jeune et populaire, correspond, paradoxalement, à une impatience de cet électorat. Il voudrait du changement, vite, et les politiques n'arrivent plus à lui présenter les étapes nécessaires à ce changement comme inévitables.